

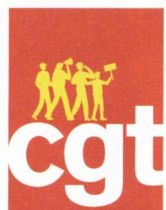
Parce que nous devons en finir avec l'exploitation capitaliste de l'être humain et de la nature parce que nous avons besoin de construire un nouvel horizon social et démocratique, venus de partout en France,

NOUS MARCHERONS À PARIS, LE 17 OCTOBRE 2020 POUR :

- **L'arrêt immédiat de tous les plans de licenciements engagés ;**
- **La restitution des aides publiques par les entreprises qui ont engagé de tels plans ;**
- **Le rétablissement de l'Impôt Sur la Fortune et des mesures exceptionnelles de taxation des profits et du capital à la hauteur des besoins immédiats de financement public ;**
- **La nationalisation des secteurs stratégiques pour notre souveraineté alimentaire, sanitaire, industrielle, énergétique et numérique ;**
- **Le SMIC à 1800 euros, l'égalité salariale femmes hommes, et l'augmentation des salaires, pensions, minima sociaux et allocations (dont les APL dont la baisse en 2018 a plongé plus de 500 000 personnes supplémentaires dans la pauvreté) ;**
- **L'abandon de la réforme de l'assurance chômage et l'indemnisation**
- **de 100% des travailleur.ses privé.es d'emploi et précaires ;**
- **Un plan pluriannuel d'investissement public dans la ré-industrialisation et la transition environnementale ;**
- **L'arrêt de la casse de la Sécurité sociale et la garantie de son financement par les cotisations sociales ;**
- **Le renforcement des droits et garanties définis par le Code du Travail et le Statut des fonctionnaires, ce qui nécessite l'abrogation des lois régressives votées par les gouvernements successifs ;**
- **Un plan de titularisations dans la Fonction publique et de créations des centaines des milliers de postes nécessaires dans les services publics pour répondre aux besoins de la population ;**
- **La régularisation des travailleurs sans papiers, aux côtés desquels nous serons dans la rue ce 17 octobre.**

Premières organisations qui appellent à la Marche du 17 octobre : Unions Départementales des Alpes-de-Haute-Provence, des Bouches-du-Rhône, du Cher, de l'Indre, du Loiret, du Nord, du Tarn-et-Garonne, du Vaucluse, des Hauts-de-Seine, du Val-de-Marne, Fédérations du Commerce et des Services, des Industries chimiques, des Organismes sociaux, des Industries du livre, du papier et de la communication, des Privé.es d'emploi et précaires, Syndicats CGT de l'Énergie de Paris, des Cheminots de Versailles, de la RATP Bus.

Ils soutiennent : Fédération de la Santé et de l'Action Sociale.



Pour l'emploi et la dignité, MARCHONS !

Au nom de la quête effrénée du profit, le capitalisme en crise poursuit son oeuvre mortifère en détruisant chaque jour des dizaines de milliers d'emplois dans le monde, en sacageant les ressources naturelles, en attaquant les libertés démocratiques et les droits sociaux conquis par les luttes syndicales et politiques.

En France, sous couvert des effets économiques de la pandémie, de nouveaux plans de licenciements et de fermetures de sites de productions sont annoncés quotidiennement, plongeant toujours plus de travailleur.ses et leurs familles dans les difficultés matérielles immédiates et la peur du lendemain.

Le gouvernement appuie cette nouvelle phase de l'offensive du capital avec un nouveau train d'aides financières massives au grand patronat, qui fait ainsi payer la casse sociale par nos impôts !

Dans le but de désarmer les travailleur.ses face à cette vague de licenciements, la répression antisyndicale bat son plein, encouragée par les mesures gouvernementales de restriction des droits syndicaux et des prérogatives des instances de représentation du personnel.

Dans le même temps, pour diviser le monde du travail et détourner le débat public de la question sociale, le gouvernement joue la carte sécuritaire et fait sienne les thèses xénophobes de l'extrême droite.

Alors que le pays a tenu ces derniers mois grâce aux efforts et sacrifices de celles et ceux qui par leur travail produisent les richesses et les services essentiels, ceux qui ont contribué à nous désarmer face à la pandémie l'utilisent aujourd'hui pour poursuivre leur entreprise de démantèlement des conquêtes sociales et démocratiques.

Il n'y a aucune fatalité à laisser sévir cette minorité avide et égoïste qui, dans son seul intérêt, prétend nous contraindre à de nouveaux sacrifices !

Comme nous l'avons fait le 17 septembre, comme le ferons les travailleur.ses de la Santé et des Organismes sociaux le 15 octobre, comme le font chaque jour des milliers de salarié.es dans leurs entreprises et administrations, nous sommes déterminés à lutter, à oeuvrer au rassemblement avec toutes celles et ceux qui comme nous refusent l'injustice permanente et l'avenir délétère que le capital veut nous imposer.

Nous affirmons la nécessité de construire un processus de lutte inscrit dans la durée et y apportons notre contribution avec les marches pour l'emploi et la dignité initiées en ce mois de septembre.

**Au départ de
Place de la République
à Paris à 14h
SAMEDI 17 OCTOBRE**

